



## Communiqué de presse

Mercredi 14 octobre 2020

### Allocution du Président de la République : une fermeture déguisée des HCR

Le Président de la République a annoncé ce soir des mesures exceptionnelles pour endiguer le rebond de la crise sanitaire covid 19 dans notre pays, et en particulier la mise en place d'un couvre-feu à partir de 21h dans les zones d'alerte maximale, jusqu'au 1er décembre prochain.

Si notre volonté est partagée avec le Gouvernement d'endiguer l'épidémie, force est de constater que cette décision équivaut à une refermeture de nos établissements et est lourde de conséquences pour le secteur de l'hôtellerie-café-restauration (HCR), déjà durement frappé par cette crise.

Alors que les restaurateurs subissent déjà des pertes importantes d'activité en raison des restrictions de leurs capacités accueil et d'un protocole sanitaire renforcé, cette nouvelle contrainte horaire qui condamne le service du soir a pour conséquence pure et simple d'obliger nos restaurants à fermer.

La profession regrette également, alors que ses représentants s'étaient déclarés favorables à des contrôles renforcés pour faire appliquer le protocole sanitaire, que les forces de l'ordre soient mobilisées en nombre bien supérieur pour faire respecter le couvre-feu – alors que des contrôles renforcés et inopinés auraient permis à nos établissements qui respectaient les consignes sanitaires de rester ouverts.

Nous qualifions ces mesures de punitives à l'encontre du secteur de l'hôtellerie-restauration. Elles ont pour but de dissuader une minorité de personnes qui ne respecte pas les précautions sanitaires de base et auront des conséquences dramatiques sur la profession.

En conséquence, le Gouvernement doit à nouveau être aux côtés de nos entreprises à travers un dispositif d'aides renforcées pour accompagner les trésoreries : fonds de solidarité jusqu'à 10 000 euros accessible à tous, exonération des charges patronales pour tous et activité partielle prise en charge à 100 % aussi longtemps que dureront les mesures de restrictions sanitaires. Nous attendons également toujours des actes sur les loyers et les assurances de la part du Gouvernement, notamment dans le cadre du projet de loi de finances 2021, actuellement en discussion.

Le Président de la République a annoncé une concertation locale avec les acteurs du secteur HCR. Mais cela ne suffit pas : nous demandons à être reçus par le Président de la République lui-même, qui doit respecter sa parole pour sauver notre secteur, quoi qu'il en coûte.

#### Contact presse

**UMIH** Ophélie ROTA – 06 82 82 95 82 / Charlotte Le Moniet - 07 87 02 69 66

**GNI** Franck Trouet - 06 73 86 66 65